Bulgarie : Roumen Radev tente de structurer une alternative politique partisane

Description

En s'engageant dans la compétition partisane, l'ancien président démissionnaire Roumen Radev cherche à offrir une alternative crédible aux élites traditionnelles, victimes d'une vaste crise de légitimité. Les élections du 19 avril montreront si le capital électoral du leader de Bulgarie Progressiste s'avèrera suffisant à stabiliser une scène politique chahutée depuis des années.



Depuis plus de six ans, la Bulgarie traverse une crise politique persistante, caractérisée par une succession d'élections anticipées et une difficulté structurelle à former des gouvernements durables et cohérents. Cette instabilité chronique reflète une fragmentation profonde du paysage politique ainsi qu'une défiance croissante des citoyens envers les institutions, perçues comme inefficaces ou captées par certains intérêts. Dans ce contexte, la démission de Roumen Radev en janvier 2026 de la présidence marque une inflexion notable, traduisant le passage d'une posture institutionnelle à une stratégie partisane active. Il est en effet le cinquième Président démocratiquement élu de Bulgarie et le premier à démissionner de son poste pour se lancer dans la course politique pour le Parlement(1).

Dans quelle mesure cette entrée en politique partisane de R. Radev contribue-t-elle à une recomposition du système politique bulgare autour d'un discours anti-corruption et anti-oligarchique ? Cette transition pourrait en effet permettre la structuration d'une alternative politique crédible, reposant sur le capital de légitimité accumulé par l'ancien chef de l'État durant ses deux mandats et renforcé par son image d'acteur extérieur aux pratiques partisanes traditionnelles. Mais elle pourrait aussi accentuer la fragmentation du système partisan, en raison de la faiblesse organisationnelle des nouvelles formations, ainsi que de la volatilité électorale, déjà fortement présente dans le contexte politique bulgare récent et amplifiée par la défiance des électeurs au cours des dernières années.

Trajectoire politique et stratégie de repositionnement

Le parcours politique de Roumen Radev se distingue par son ancrage initial en dehors du champ partisan, ce qui constitue un élément central de sa légitimité politique et de son positionnement. Ancien major-général de l'Armée de l'air, formé aux États-Unis, il accède à la présidence en 2016 en plein débat sur le budget de la défense, qu'il estime inadapté aux besoins de l'armée bulgare. S'il a bénéficié du soutien du Parti socialiste bulgare (BSP), il maintient néanmoins une posture d'indépendance qui lui permet de se construire une légitimité fondée sur une image d'intégrité, de compétence et de distance vis-à-vis des élites politiques traditionnelles, souvent associées à des pratiques « *clientélistes* » ou à des logiques d'influence(2). Sa réélection en 2021 confirme cette dynamique et renforce son capital politique, notamment auprès d'un électorat critique vis-à-vis des formations établies et en quête d'alternatives crédibles.

Son second mandat s'inscrit dans une période d'instabilité politique profonde, marquée par une fragmentation du paysage partisan et des élections répétées(3). Dans ce contexte, il développe un discours critique à l'égard de la corruption et des réseaux d'influence, tout en mobilisant ses prérogatives institutionnelles, notamment le veto, afin de se positionner comme un acteur de régulation face aux blocages politiques et institutionnels récurrents, mais aussi comme un garant d'un certain équilibre institutionnel. On peut citer son veto à l'autorisation de la détention de la double nationalité pour les députés et ministres, l'autorisation accordée à la livraison d'armes bulgares vers l'Ukraine ou les

nominations des ministres ou des ambassadeurs durant les périodes de gouvernements par intérim.

La démission de R. Radev, annoncée le 19 janvier 2026 et validée par la Cour constitutionnelle bulgare, constitue une rupture institutionnelle majeure. Elle répond à la contrainte constitutionnelle d'impossibilité de participation partisane et de rôle direct du Président dans la vie politique, et traduit une stratégie de conversion du capital institutionnel en capital électoral. L'ancien Président passe ainsi d'un rôle d'arbitre à celui d'acteur politique engagé, assumant désormais pleinement une logique de compétition électorale directe et de confrontation programmatique.

Bulgarie progressiste : programme et recomposition des élites

À la suite de sa démission, R. Radev initie rapidement la formation Bulgarie Progressiste *(Progresivna Bulgaria)*, présentée comme une alternative aux partis traditionnels. Le programme proposé par son parti se structure autour de plusieurs axes complémentaires, visant à répondre aux principales critiques adressées au système politique bulgare actuel et à proposer une forme de renouvellement institutionnel.

Sur le plan institutionnel, il met l'accent sur la lutte contre la corruption et l'oligarchie, notamment par le renforcement des mécanismes de contrôle, la transparence des institutions et la responsabilisation des acteurs publics. Sur le plan administratif, il vise une réforme de l'État destinée à améliorer l'efficacité des politiques publiques et à limiter les pratiques « *clientélistes* », perçues comme un obstacle majeur au bon fonctionnement des institutions et à la confiance des citoyens dans l'action publique.

En ce qui concerne l'économie, son projet prévoit une accélération du développement à travers des investissements ciblés, la modernisation des infrastructures et un soutien accru à certains secteurs stratégiques comme l'énergie (nucléaire et EnR), les transports (ferroviaire, corridors européens) ou l'industrie. Il évoque également une meilleure gestion des ressources publiques, une rationalisation des dépenses et une volonté de réduire les déséquilibres territoriaux persistants, qui contribuent aux inégalités socio-économiques. Enfin, un accent particulier est mis sur le renforcement de l'État de droit, perçu comme une condition essentielle de stabilisation politique et de confiance institutionnelle. Il mentionne également la politique étrangère qu'il voudrait axer sur une approche pragmatique et équilibrée : la Bulgarie maintiendrait son appartenance et ses engagements envers l'UE et l'OTAN, tout en renforçant son autonomie stratégique et la protection de ses intérêts nationaux. Selon lui, le réarmement du pays ne peut se faire au détriment des services publics comme la santé et l'éducation. Il prône également la désescalade et une solution diplomatique à la guerre en Ukraine. Il soutient notamment le rétablissement du dialogue et de relations pragmatiques avec la Russie[(4)].

La structuration de ce projet s'accompagne également d'une ouverture à des profils diversifiés, incluant au sein de son équipe des personnalités issues du monde sportif et de la société civile. Selon *Deutsche Welle*, l'intégration de figures publiques reconnues participe à une stratégie de mobilisation électorale fondée sur la notoriété et la crédibilité sociale[(5)]. Cette dynamique introduit une recomposition partielle des élites, reposant sur l'articulation entre capital politique et capital médiatique, dont bénéficient également des personnalités publiques telles que d'anciens athlètes, des chanteurs, mais aussi des universitaires et des entrepreneurs, contribuant à élargir la base de soutien du mouvement. L'équipe de R. Radev inclut également des personnalités qui représentent des minorités ethniques.

Dynamique électorale et limites structurelles

Les premières enquêtes d'opinion indiquent une dynamique électorale favorable à cette nouvelle formation. Selon un récent sondage de MYARA, le parti Bulgarie *Progressiste* remporterait près de 31 % des intentions de vote, la plaçant en tête devant les partis traditionnels comme GERB ou DPS (Mouvement des droits et des libertés)[(6)].

Ce pronostic s'explique à la fois par la popularité personnelle de R. Radev et par l'attractivité de son discours anti-corruption et anti-oligarchie. Il reflète également une transformation du comportement électoral, caractérisée par une volatilité accrue et une défiance envers les structures partisanes établies, combinée avec la popularité des personnalités connues ou de celles issues des minorités ethniques, intégrées au projet politique de l'ex-Président.

Toutefois, cette dynamique présente également des limites. La fragmentation du système politique bulgare rend incertaine la formation de majorités parlementaires stables, tandis que la structuration organisationnelle de la nouvelle formation de R. Radev demeure un défi majeur à court terme. À cela s'ajoute également le refus préalable affirmé de Bulgarie progressiste de former des coalitions avec des partis comme ceux associés à Boïko Borissov ou à Delyan Peevski, notamment le GERB et le DPS. Ce refus pourrait limiter les marges de manœuvre institutionnelles du nouveau parti après les élections et compliquer la formation d'une majorité parlementaire. Cela pourrait même mener à des nouvelles élections.

Sources :

(1) « Ot prezident do politik : koï e Roumen Radev ? » (Du président au politique : qui est Roumen Radev ?), *Darik*, 19 janvier 2026.

(2) « Radev ofitsialno podade ostavka pred Konstitoutsionniia sud » (Radev remet officiellement sa démission à la Cour constitutionnelle), *Svobodna Evropa*, 20 janvier 2026.

(3) « Radev : 'Progresivna Bulgaria e mochtchna polititcheska alternativa, koiato chtche verne doverieto v derjavata' » (Radev : Bulgarie Progressiste est la meilleure alternative pour restaurer la confiance dans l'État, *News.bg*, 19 mars 2026.

(4) Viktor Borisov, « Prioritete na 'Progresivna Bulgaria': Roumen Radev predstavi merki za ouskoreno razvitie na stranata » (Les priorité de Bulgarie Progressiste), *BNT News*, 19 mars 2026.

(5) Ivaïlo Noïzi Tsvetkov, « Pri Radev i DPS : kak se turgouva s protchouti sportni imena » (Chez Radev et DPS, comment les noms des sportifs célèbres sont utilisés pour manipuler l'électorat), *Deutsche Welle*, 24 mars 2026.

(6) « New survey puts 'Progressive Bulgaria' first », *Novinite*, 20 mars 2026.

Vignette : Roumen Radev (Copyright : Progresivna Bulgaria)

* Donika Hvarchilkova est analyste politique indépendante, Doctorante en Science politique et Relations internationales (Université de Portsmouth).

Pour citer cet article : Donika Hvarchilkova (2026), « Bulgarie : Roumen Radev tente de structurer une alternative politique partisane », *Regard sur l'Est*, 13 avril.

DOI 10.5281/zenodo.20256163

Retour en haut de page

date créée
13/04/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Donika Hvarchilkova*